

Le microcrédit ne peut prétendre être un élément majeur pour éradiquer la pauvreté

La quasi-unanimité autour des vertus supposées du microcrédit paraît aujourd'hui si forte qu'il semble presque incongru d'interroger les raisons pour lesquelles le Comité norvégien du Nobel a attribué son prix à Muhammad Yunus et à la Grameen Bank. Les réserves que j'exprime ici ne doivent en aucun cas limiter l'admiration que je porte au dévouement de nombre de banquiers aux pieds nus. Mais trop de mythes circulent aujourd'hui autour de la nature, de l'impact et des effets du microcrédit pour qu'il ne soit pas urgent d'attirer l'attention sur ses limites.

Aujourd'hui la microfinance ne se limite pas au microcrédit. Une épargne en sécurité est souvent un service plus important que le crédit. Les transferts financiers pour les migrants, la microassurance se développent. Mais là où il y a carence en hôpitaux, dispensaires, médicaments et médecins, ce n'est pas la microassurance qui par miracle va les faire apparaître spontanément sous le simple effet de la demande. Proposer des services qui n'existent pas est plus source de dysfonctionnements que d'efficacité. Les besoins en eau, en éducation, en santé, en transport notamment sont, pour

les pauvres, des besoins plus urgents à résoudre.

Une erreur courante est de croire que Muhammad Yunus est le premier à avoir pratiqué le microcrédit. Sans se plonger dans l'histoire financière du XIXe siècle qui révèle nombre d'initiatives de précurseurs il convient de remarquer que les premières initiatives, principalement à partir d'activistes chrétiens, sont apparues en Amérique latine. Une autre erreur serait d'imaginer que la Grameen Bank a toujours pour modèle les prêts solidaires de petits groupes alors qu'une crise très forte d'impayés l'a conduite en 2002 à modifier fondamentalement sa technique de prêt et à promouvoir les prêts individuels. Une troisième erreur est de penser que le microcrédit s'adresse aux plus pauvres parmi les plus pauvres. Les contraintes exercées par les coopérations multilatérales et bilatérales, ainsi que la plupart des grandes fondations privées pour que les organisations de microfinance deviennent financièrement autonomes les a fait se tourner vers des clientèles de moins en moins pauvres.

Sans parvenir d'ailleurs à couvrir leurs coûts puisque sur 7000 à 10 000 institutions de micro-

crédit recensées seule une centaine parvient à être profitable ou couvre les coûts de façon autonome. Dans des circonstances exceptionnelles liées par exemple à la très forte densité de population (comme au Bangladesh) les coûts de distribution des services financiers peuvent être limités et les institutions peuvent connaître un équilibre de leurs comptes sans subvention. Pour le reste, leur rôle social peut justifier ces soutiens externes qui sont en quelque sorte une discrimination positive dans la distribution de services financiers indispensables dans un monde de financiarisation croissante.

Le fait qu'un nombre très limité d'organisations de microfinance puisse être rentable ou financièrement autonome ne doit pas décourager les investissements en microfinance... Il existe, certes en nombre limité, des opportunités reconnues par certains fonds acceptant des risques élevés, des investissements éthiques ou de partage, etc. Il ne suffit toutefois pas comme certains le proposent de supprimer la limite du taux d'usure pour résoudre la couverture des coûts par les institutions de microfinance et leur permettre de lutter contre la pauvreté. Au Pérou,



JEAN-MICHEL
SERVET

Professeur à l'IUED de Genève

« Trop de mythes circulent aujourd'hui autour de la nature, de l'impact et des effets du microcrédit pour qu'il ne soit pas urgent d'attirer l'attention sur ses limites »

des institutions de microcrédit prêtent à 5% par mois mais elles ne desservent pour l'essentiel que des populations au-dessus de la ligne de pauvreté dans les zones urbaines et laissent les ONG subventionnées intervenir dans les zones rurales de grande pauvreté et où les densités de populations sont faibles et l'illettrisme élevé.

Venons-en aux impacts. Les études d'impact les plus sérieuses montrent que dans la plupart des cas le microcrédit améliore la gestion des budgets des familles (en faisant la soudure entre les périodes de besoin et celles de perception des revenus). Il stabilise des petites activités entrepreneuriales, ce qui est fort utile. Mais, le microcrédit ne peut pas prétendre être un élément majeur pour éradiquer la pauvreté; ce que pour-tant le comité du Prix Nobel affirme. Le plus souvent les microcrédits sont utilisés pour des dépenses de santé et d'alimentation, qui prouvent son caractère indispensable; mais ces dépenses l'emportent de loin sur les investissements créateurs de revenus. Le microcrédit peut de plus conduire au surendettement et crée alors plus de drames que d'espoirs.

Enfin, un des éléments les

plus surprenants dans les attentus du comité Nobel, et qui illustre une méconnaissance répandue de la réalité contemporaine de la microfinance en général et du microcrédit en particulier, est qu'aucune référence n'est faite au rôle essentiel du microcrédit dans les situations post-conflit. Or, comme le montre un mémoire de DEA soutenu la semaine dernière par Edoe Agobjan à l'Institut Universitaire d'Étude du Développement de Genève, cette technique financière originale a été un facteur de retissage des liens sociaux au Cambodge, en Ouganda, en Bosnie, au Rwanda... mais aussi au Bangladesh. La Grameen Bank a été créée juste après la partition du Pakistan qui avait plongé le nouvel État dans la guerre et une crise profonde. Le regard du Comité du Prix Nobel est porté uniquement sur les fondements économiques du microcrédit et risque ainsi de propager nombre d'illusions.

* *Fondateur du programme de recherche sur la microfinance à l'Institut français de Pondichéry (Inde) et auteur de « Banquiers aux pieds nus. La Microfinance » (Paris, Odile Jacob, 2006).*